

À partir de 1917, l'Europe entière est touchée par une crise morale sans précédent. Le conflit s'éternise et les mutineries se multiplient, notamment dans l'armée russe et l'armée française.

L'arrière des fronts est aussi touché : de nombreuses grèves et émeutes de plus en plus nombreuses font rage, particulièrement en Allemagne qui est victime d'un blocus économique. De plus en plus de membres du parti social-démocrate allemand plaident pour un rapprochement idéologique du pacifisme et du socialisme, s'opposent au conflit et refusent de voter des crédits supplémentaires. Les Allemands vont également tenter de négocier une paix qui résulte de compromis, mais sans succès.

Le défaitisme s'empare d'une partie du monde politique, provoquant de nombreux changements de gouvernements mais, dans la plupart des cas, ce sont les partisans de la guerre qui sont choisis.

En réalité, beaucoup souhaitent une paix, mais une paix sans compromis.

En 1917, les Alliés traversent donc les mois les plus difficiles du conflit, entre autres à cause de la double révolution russe et de l'effondrement du front de l'est suite à la signature de l'armistice de Brest-Litovsk.

Les révolutions en Russie

La situation en Russie et sur le front de l'est se désagrège de plus en plus. Les troupes russes subissent de lourdes pertes (1 700 000 hommes depuis 1914¹) et l'économie de guerre est désorganisée, provoquant une pénurie généralisée.

Si le mouvement révolutionnaire russe a connu une crise au moment de la déclaration de guerre, il redémarre à partir de 1915. En 1916, une série de grèves sont déclenchées, mobilisant plus d'un million d'ouvriers. Leurs revendications sont non seulement d'ordre social, mais aussi antimonarchique et pacifiste. Parallèlement à ce mouvement, une série de rébellions éclatent également au sein même de l'armée russe. On assiste ainsi à des fraternisations ou encore à des mutineries.

À partir du 5 mars 1917 (20 février dans le calendrier russe), l'agitation s'amplifie, les manifestations sont durement réprimées par les tirs de l'armée impériale. Le 12 mars, les manifestants fraternisent avec des soldats qui vont leur distribuer des armes. Les bâtiments publics sont envahis. La « Révolution de Février » est en marche.

Le 15 mars, le tsar Nicolas II est dans l'obligation d'abdiquer et deux pouvoirs lui succèdent simultanément : un gouvernement provisoire, plutôt libéral, et le Soviet de Petrograd, socialiste.



Séance du Soviet de Petrograd

¹ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1998, p. 86 (Collection Découvertes Gallimard Histoire).



Le 25 octobre, la Russie est une nouvelle fois victime d'un coup d'état, bolchevique cette fois-ci, décidé par Lénine et préparé par Léon Trotski.

Globalement, de mars 1917 à mars 1918, trois grandes options sont tour à tour expérimentées par les différents gouvernements qui se succèdent au pouvoir en Russie :

- 1) poursuivre la guerre, conformément aux engagements pris par l'ancien régime tsariste et avec les mêmes buts ;
- 2) mener une guerre « défensive », c'est-à-dire à la fois continuer la guerre et, parallèlement, imposer au gouvernement provisoire de prendre des mesures énergiques pour tenter de convaincre l'ensemble des gouvernements en guerre de signer une paix « sans annexion ni contribution » ;
- 3) sortir, à n'importe quel prix, de la « guerre impérialiste » afin d'assurer le triomphe de la révolution bolchevique en Russie et à terme celui de la révolution mondiale.

Finalement, c'est la dernière option, léniniste, qui l'emporte : le 3 mars 1918, le traité de Brest-Litovsk est signé entre la Russie bolchevique et l'Allemagne. Ce traité est en apparence désastreux pour les Russes, car il aboutit à l'abandon par la Russie de la Pologne, de la Finlande, des pays baltes, de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Géorgie. En réalité, il reflète l'opportunisme de Lénine, puisqu'il permet de consolider une révolution déjà menacée, au prix d'un abandon très provisoire d'une souveraineté qui sera bientôt annulé par la défaite de l'Allemagne impériale.



Lénine



Signature du traité de Brest-Litovsk

Pour l'Empire allemand, le traité de Brest-Litovsk représente un tournant stratégique. Ayant atteint ses buts de guerre à l'est, l'empire peut désormais transférer la plupart de ses forces militaires sur le front ouest. Il en est ainsi fini de la lutte sur deux fronts. Les Allemands espèrent désormais pouvoir bénéficier de ce nouvel apport de troupes pour faire face à l'arrivée de l'armée américaine.

Mais cette opération va s'avérer complexe : le temps manque et les Allemands vont être contraints de laisser 40 divisions à l'est pour garder leurs conquêtes, divisions qui ne pourront pas être ramenées à temps pour l'ultime offensive de 1918.

Les États-Unis entrent en guerre

Neutres depuis le début du conflit en raison de la politique isolationniste des Américains, mais également en raison de l'impréparation de l'armée américaine, les États-Unis décident de déclarer la guerre le 6 avril 1917. Les Allemands ont en effet repris la guerre sous-marine à outrance (qu'ils avaient arrêtée après le torpillage du paquebot *Lusitania*, transportant de nombreux Américains). Les États-Unis ont découvert du « télégramme Zimmermann ». L'Allemagne propose au Mexique une alliance contre les États-Unis afin de reconquérir le Texas, l'Arizona et le Nouveau-Mexique. La guerre se mondialise un peu plus.



Affiche américaine de recrutement, « Je te veux dans l'armée américaine », 1917

« Lafayette, nous voici ! »²

Le premier contingent de l'armée américaine débarque le 13 juin 1917 en France. Les troupes américaines sont entraînées par des instructeurs français et britanniques à la dure réalité de la guerre des tranchées. En juillet 1918, près de 450 000 soldats américains sont engagés sur le front.



Arrivée des Américains à Saint-Nazaire, 26 juillet 1917

Ceux qu'on appelle les « Sammys » (en référence à l'Oncle Sam) ou encore les « Doughboys » (en référence aux boutons de vareuses des soldats de la Sécession, qui ressemblent à des beignets, « doughnuts » en anglais) participeront massivement à la grande contre-offensive de l'automne 1918.

Certains volontaires américains sont déjà présents sur le front depuis quelques années, en particulier au sein de l'Escadrille Lafayette, financée par des Américains francophiles.



Un « Sammy »

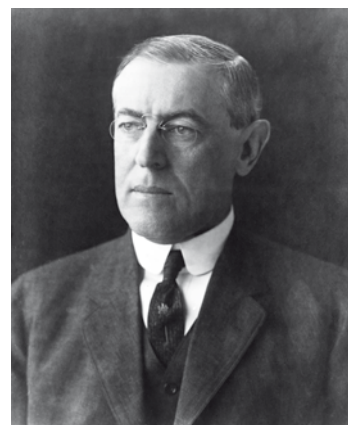


Membres de l'Escadrille Lafayette

² Traditionnellement, le 4 juillet, jour de fête nationale américaine, les troupes américaines défilent à Paris et un détachement se rend sur la tombe du marquis français de Lafayette, héros de l'indépendance américaine. C'est à cette occasion que le colonel Stanton a prononcé cette phrase (« 6 avril 1917. Les États-Unis dans la Grande Guerre », in *Hérodote. net. Toute l'Histoire en un clic* [en ligne], http://www.herodote.net/6_avril_1917-evenement-19170406.php) (Page consultée le 23/06/2014).



En 1918, le Président Wilson justifie la participation américaine par des raisons supérieures et éthiques, conformes à la Constitution des États-Unis, reprises dans les « 14 Points » qu'il présente au Congrès. Ceux-ci forment un programme de paix et de sûreté qui entend assurer l'avenir des peuples du monde pour mettre fin à la guerre. Défendant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il propose de régler les conflits futurs au sein d'une grande organisation internationale, garante de l'indépendance territoriale et politique d'un État.



Le Président des États-Unis, Woodrow Wilson

L'armistice

Depuis l'échec de leur contre-offensive de juillet 1918, les Allemands ont pris conscience qu'il leur restait peu d'espoir d'arracher la victoire. Cela se confirme à partir du mois d'août, car la situation militaire de l'Allemagne sur le front occidental se détériore quotidiennement.

Enfin, les soldats américains sont de plus en plus nombreux. Ainsi, au mois de juin 1918, 10 000 soldats américains arrivent par jour sur le théâtre des opérations. Fin septembre, près de 1,8 million de soldats américains débarquent sur le continent européen. De plus, les alliés de l'Allemagne doivent progressivement déposer les armes : la Bulgarie capitule le 29 septembre 1918, la Turquie le 30 octobre et l'Autriche-Hongrie le 4 novembre.

Fin septembre 1918, une offensive générale est menée par les Alliés. Il s'agit de la première offensive à laquelle le roi Albert accepte de prendre part. À partir du 15 octobre, le front allemand s'effondre et la retraite commence. Partout, la situation devient critique pour les Allemands.



Infanterie américaine lors de l'offensive Meuse-Argonne (26 septembre-11 novembre 1918), qui contribua à la défaite finale allemande

Pourtant, début octobre 1918, les chefs militaires allemands sont encore convaincus qu'ils trouveront un moyen de sortir de la guerre sans être acculés à une demande formelle d'armistice, ce qui équivaldrait à une capitulation plus ou moins inconditionnelle. Mais, sans se concerter préalablement avec l'Allemagne et sans négocier, l'Autriche-Hongrie demande un armistice, qui est signé le 3 novembre 1918. Dès lors, le 3 novembre à Kiel, et le 7 à Munich, par exemple, des mouvements insurrectionnels éclatent et des Soviets³ de soldats se constituent.

L'Allemagne vacille politiquement et risque de basculer dans l'anarchie... La « Révolution de Novembre » a débuté. Le 9, un soulèvement populaire éclate à Berlin. Guillaume II renonce à la couronne impériale et la République est proclamée. Le chaos s'empare du pays.



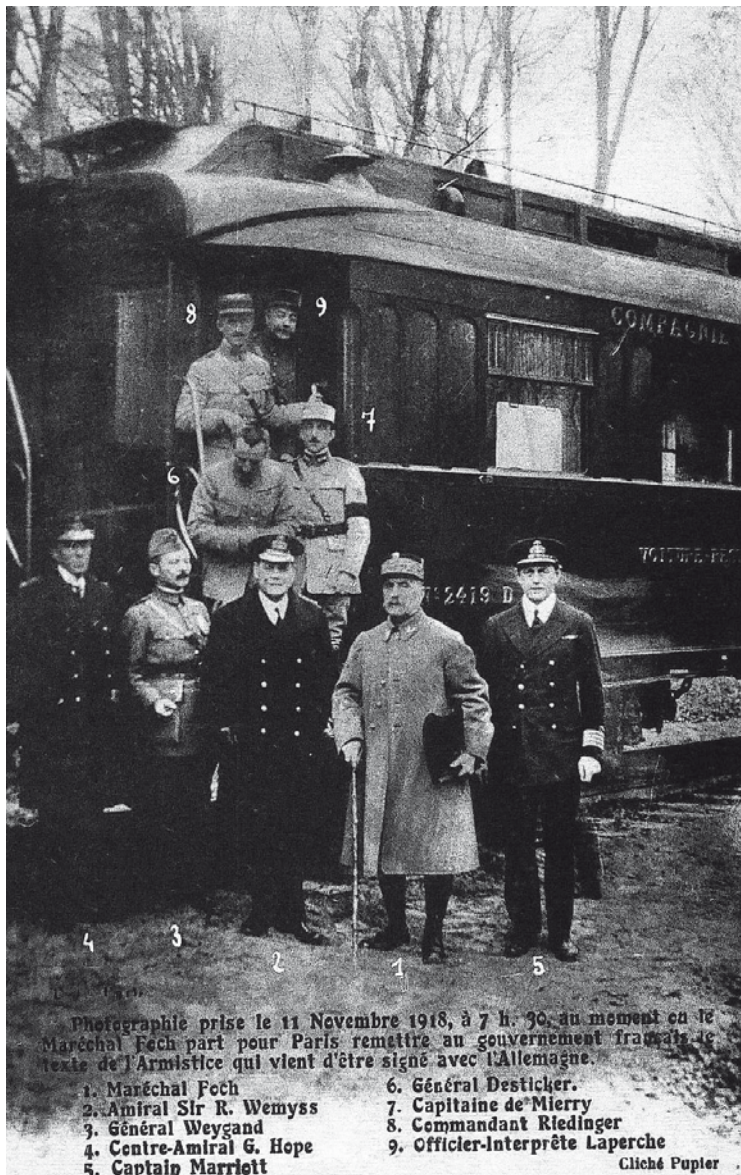
Révolution de Novembre 1918 à Berlin : un groupe de soldats brandissant le drapeau rouge, le 9 novembre, à la Porte de Brandebourg



Proclamation de la République allemande par Philipp Scheidemann au Reichstag (Parlement allemand)

Deux jours plus tard, le 11 novembre, un armistice est signé à Rethondes, au milieu de la forêt de Compiègne. Les « 14 Points » de Wilson constituent la base de l'armistice.

³ Le terme « Soviet » désigne un conseil de soldats, d'ouvriers ou de paysans acquis aux idées révolutionnaires.



Signature de l'armistice à Rethondes, 11 novembre 1918



Annnonce de l'armistice à Londres, 11 novembre 1918



Annnonce de l'armistice à Paris, 11 novembre 1918



Armistice à Paris, 11 novembre 1918



Annnonce de l'armistice à Philadelphie en Pennsylvanie, 11 novembre 1918

Une explosion de joie saisit les populations alliées.

Par contre, en Allemagne, la défaite est refusée. Le traumatisme est important. Les soldats allemands sont reçus en héros.

La capitulation reste pour beaucoup incompréhensible, étant donné que l'Allemagne occupait encore, le 11 novembre, un territoire important, qu'elle a remporté la guerre à l'est et qu'aucun ennemi n'a foulé le sol de la patrie. Pour certains, la responsabilité de la défaite revient aux « traîtres de l'intérieur » : la gauche (socialistes et communistes), le parlementarisme et/ou les juifs.



Retour à Berlin des troupes allemandes après la signature de l'armistice



“Jusqu’à un certain jour, l’Allemagne fut la plus grande et la plus puissante force militaire de la guerre mondiale. Un instant le colosse a touché terre ; mais la blessure mortelle n’est pas venue de l’extérieur, elle vint de l’intérieur. (Arbeiter Zeitung de Vienne 26 mars 1919).”
Carte postale autrichienne contre la démocratie que certains estiment juive.

La légende du « coup de poignard dans le dos » (*Dolchstoß*) est née et les événements révolutionnaires d’octobre et de novembre 1918 ne feront qu’accroître ce mythe. Un antisémitisme radical, alimenté notamment par la guerre, est donc davantage présent dans la population dans l’immédiat après-guerre. Hitler et le NSDAP (parti nazi) utiliseront la défaite allemande pour alimenter la frustration de la population de ce pays. Ce phénomène sera encore amplifié lors de la signature du traité de Versailles en 1919.

Le bilan humain

Le deuil frappe une proportion très importante de familles dans les pays en guerre. L’impact des pertes humaines est énorme sur les taux de natalité, car la guerre a fauché en masse des hommes jeunes, généré des millions d’invalides et laissé des millions de veuves et orphelins. Malgré tout, le retour à la paix voit une hausse immédiate du nombre des naissances dans de nombreux pays.



Un enterrement en 1915



Affiche, « Journée patriotique. La Fleur de l’orphelin », 1919

Au cours de la Première Guerre mondiale, près de 68 millions de soldats auront été mobilisés. Selon les sources, entre 8,5 et 10 millions décèdent. Pour la Belgique, les pertes s’élèveraient à environ 40 000⁴ militaires (dont 9 000 Africains) et 23 000 civils⁵. Environ 0,6 % de la population belge périt donc pendant la guerre. Certains pays sont touchés plus durement encore, comme la France qui perd 1,3 million d’hommes sur 8

millions de mobilisés, ou encore l’Allemagne qui, sur 13 millions de mobilisés, verra mourir 2 millions de soldats.

En Europe, sur 20 millions d’hommes blessés à la guerre, 6 à 8 millions resteront invalides, dont environ 30 000 Belges. Pour toutes ces personnes diminuées – mutilés, amputés, « gueules cassées », blessés psychologiques –, aux handicaps souvent lourds, la période d’après-guerre ressemble à un chemin semé d’embûches⁶.

Au total, les pertes civiles et militaires s’élèveraient à 20 millions de morts, sans compter les disparus. La Première Guerre mondiale fut un véritable bain de sang.

La guerre et les traités de paix ont aussi pour conséquence la migration forcée de certains peuples, réduits à l’exode et doivent donc abandonner, non sans mal, leur région d’origine. C’est le cas, par exemple d’un million d’Allemands qui quittent la Pologne, les pays baltes et l’Alsace-Lorraine pour se réfugier sur le territoire désormais réduit de l’Allemagne.

⁴ GERARD Emmanuel, *Nouvelle histoire de Belgique, La démocratie rêvée, bridée et bafouée (1918-1939)*, Bruxelles, Le Cri Édition, 2010, p. 9.

⁵ DE VOS Luc, *La Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Editions J.-M. Collet, 1997, p. 163

⁶ Les travaux récents de spécialistes de l’histoire du genre mettent l’accent sur les blessures intimes qui accompagnent les mutilations de guerre : la perte du rôle de soutien de famille, un sentiment d’inutilité sociale, le renoncement au métier d’avant-guerre, une forme d’atteinte à l’identité virile.

Le bilan matériel et financier

La violence du conflit a littéralement labouré nombre de paysages. En certains endroits, tout est à reconstruire.



Image panoramique de la ville d'Ypres en 1919

Régions à fort potentiel agricole et industriel, la Belgique, le nord et l'est de la France ont été particulièrement endommagés par l'occupation et par le front.

Des pans entiers de l'économie ont été détruits durant le conflit : les voies de communication, les exploitations industrielles et agricoles, les infrastructures liées à l'énergie, les édifices publics et privés... Ainsi, la Belgique a perdu près de 18 % de sa richesse nationale.

Aux coûts très lourds de la reconstruction s'ajoutent ceux de la guerre elle-même.

L'endettement des États — chez tous les anciens belligérants, mais aussi dans les pays restés neutres — est colossal. Et, dans la plupart des cas, son aggravation s'est poursuivie au moins jusqu'au milieu des années 1920. En effet, les pays ont recouru, pour financer la guerre, à l'impôt, à l'emprunt et à la planche à billets (l'État met plus d'argent en circulation), ce qui a provoqué l'inflation : la valeur de l'argent s'est érodée et les prix connaissent une augmentation importante. Les budgets de nombreux pays sont en déséquilibre. La France et le Royaume-Uni deviennent des débiteurs, ayant contracté essentiellement leur dette auprès des États-Unis. Les circuits commerciaux sont désorganisés et les balances commerciales déséquilibrées.

De plus, une multitude d'entreprises industrielles doivent être reconverties pour une production de paix, afin de donner du travail à des millions de démobilisés.

L'Europe, qui s'est terriblement appauvrie pendant la guerre, en sort meurtrie et ruinée. Sa reconstruction dépend en partie des Américains, qui sont les grands bénéficiaires de la guerre. Les Américains prêtent de l'argent à de multiples pays et le dollar devient la monnaie la plus utilisée dans le commerce international.

Alors que les États sont lourdement endettés et doivent verser des pensions aux mutilés, aux veuves et aux orphelins, des banquiers et de gros industriels ont profité de la situation afin de s'enrichir. Ils seront d'ailleurs qualifiés de « profiteurs de guerre ».

Le bilan culturel

La Grande Guerre a aussi été une guerre culturelle. Beaucoup de productions ont reflété l'atmosphère de cette époque. On assiste à une véritable omniprésence de la guerre dans divers champs culturels, scientifiques et artistiques. Ces représentations, ces images accompagnant le conflit ne vont pas disparaître immédiatement le 11 novembre 1918. Le processus de « démobilisation culturelle » prendra plusieurs années. C'est surtout à partir de 1924-1925 et ce qu'on appellera « l'esprit de Locarno » (du nom de la conférence du même nom, qui marque un apaisement significatif des relations entre l'Allemagne et ses anciens ennemis) que la transition vers une culture démobilisée sera enclenchée. On assistera progressivement à l'essor du pacifisme, surtout parmi les intellectuels (mais qui s'effritera dans les années 30, notamment suite à l'arrivée au pouvoir d'Hitler en janvier 1933). Il faut toutefois noter que ce phénomène variera en fonction des pays et des milieux culturels, scientifiques...

Par exemple, dans les domaines scientifique et académique, la démobilisation est plus lente à se mettre en place. Ainsi, des scientifiques, membres du comité exécutif de l'*International Research Council* (IRC), militent activement pour l'exclusion de l'Allemagne des instances scientifiques internationales⁷. Dans certains milieux d'avant-garde, on assiste à une rupture brutale avec les valeurs d'avant-guerre⁸.

⁷ En 1925 toutefois, l'autorité du comité exécutif de l'IRC commence à être remise en cause. En effet, la Belgique et la France sont de plus en plus isolées dans leur refus de collaborer avec les scientifiques allemands. La démobilisation culturelle gagne peu à peu du terrain (CLAISSE Stéphanie, LEMOINE Thierry (éds.), *Comment (se) sortir de la Grande Guerre ? Regards sur quelques pays « vainqueurs : la Belgique, la France et la Grande-Bretagne*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 44 (collection. "Structures et pouvoirs des imaginaires").

⁸ Voir le chapitre « Les arts plastiques et la Grande Guerre ».



Affiche illustrée d'un dessin d'Armand Rassenfosse annonçant le « Salon anti-boche » à la galerie Pirard, Liège, 1919

Les romans et témoignages de guerre indiquent aussi, à la charnière des années 1920 et 1930, un tournant dans le décodage du conflit : on écrit la peur, la lâcheté, la mutilation volontaire... Le refus du courage peut dorénavant être mis en exergue.

Beaucoup ne croient plus au positivisme, courant de pensée plaçant une confiance illimitée dans le progrès. La démobilisation culturelle subit là une inflexion décisive : la Grande Guerre se doit d'être la dernière, la Der des ders.

Le bilan social

Survivre après la guerre constitue pour les « poilus » un réel défi. Le retour à la vie normale est loin d'être aisé. Ces soldats sont traumatisés par les visions d'horreur du front. De plus, à leur retour, ils constatent que d'aucuns ont pris leur place, leur travail.



Le roi Albert et le prince Léopold passant en revue les anciens combattants belges et étrangers en 1932



Affiche en faveur du pacifisme, « Enfants, ne jouez pas à la guerre »

Certains pays, comme la France, vont adopter des mesures en faveur de la réintégration économique des soldats, mais également mettre en œuvre une politique de la reconnaissance, créant ainsi une nouvelle identité sociale. L'ancien combattant, qui devient une figure centrale de l'entre-deux-guerres, en particulier en France.

Les anciens combattants sont convaincus qu'il faut non seulement défendre leurs intérêts futurs une fois la guerre terminée mais aussi favoriser le culte du souvenir de l'expérience du front et de la transmission de la mémoire. De multiples associations sont créées dans ce but.

De plus, un grand nombre de démobilisés croient à l'efficacité politique d'une éducation des peuples à la paix. Selon eux, il suffit que les États deviennent démocratiques et que la guerre ne soit pas oubliée pour que, plus jamais, on n'ait à revivre cela... Le pacifisme et l'antimilitarisme s'affirmeront de plus en plus, tout en s'accompagnant d'un certain patriotisme.



Affiche en faveur du pacifisme

Les femmes et la Première Guerre mondiale : évolution des représentations

Bénédicte Franck

Affranchies de la tutelle masculine, victimes de la barbarie, « Pénélope » passives, garçonnnes aux cheveux courts ou femmes frivoles. Telles sont les représentations de la femme pendant la Première Guerre mondiale.

Soldats défendant la mère patrie, mâles accomplis et dominateurs, misogynes ou militaires tristes dans l'attente de l'arrivée du courrier de leur bien-aimée. Telles sont autant d'étiquettes collées au genre masculin durant la même période.

Il s'agira, ici, d'observer l'évolution de l'historiographie (dont l'objet est d'étudier les différentes conceptions de l'histoire, les pratiques de l'historien) consacrée au rôle des femmes pendant la Grande Guerre et de décrire brièvement les rapports sociaux existant, à l'époque, entre les genres.

L'évolution historiographique du rôle des femmes



« Une vocation. — Que veux-tu faire quand tu seras grande, Suzette ? — Moi, tourner des obus... », extrait de *La Baiïonnette* du 15 novembre 1917

Deux ères historiographiques sont à distinguer.

La première, vivace pendant et juste après le conflit, diffuse l'idée que la guerre a émancipé les femmes. Ces dernières accèdent à des statuts et métiers nouveaux auparavant réservés aux hommes : chefs de famille, conductrices de tramways, ambulancières, auxiliaires de l'armée...⁹

L'historiographie des années 1990 et surtout la vision d'Éliane Gubin¹⁰, basée sur l'observation de la situation belge, souligne les paradoxes des réalités quotidiennes de l'entre-deux-guerres et le peu de changements qui ont affecté la condition féminine.

L'impact de la guerre dans les relations hommes-femmes

Il faut d'abord préciser le fait qu'hommes et femmes vivent pendant la Première Guerre mondiale des expériences différentes.

Guerre totale, la Grande Guerre a fortement impliqué les populations civiles, mobilisées au service de l'effort de guerre.

Les femmes connaissent tout d'abord la souffrance de la séparation d'avec l'être cher. Le rationnement rend également leur vie quotidienne ardue : elles tentent de se procurer de la nourriture au moment où les productions alimentaires se font plus rares. En effet, les cultures sont moins productives en l'absence des hommes, d'animaux de trait et d'engrais. Les



Les femmes doivent prendre en charge les travaux dans les champs

femmes sont obligées de faire la queue pendant de longues heures devant les magasins d'alimentation avant d'obtenir de la nourriture. Le manque de denrées alimentaires n'est pas la seule difficulté à laquelle elles doivent faire face, il est aussi difficile de se ravitailler en combustible de chauffage. L'essentiel des biens de la nation est en premier lieu affecté à l'effort de guerre.

Les hommes de 14-18 apparaissent comme traumatisés non seulement par leur labeur de guerre, mais aussi par l'éloignement et la séparation de leur femme pendant 4 ans.

De nombreux travaux ont mis en avant les conditions de vie atroces des hommes dans les tranchées, mais ont surtout insisté sur le malaise physique des soldats plutôt que sur leur mal-être psychologique. Ceci a fortement contribué, d'après Odile Roynette, à « confronter dans l'imaginaire social un ensemble de représentations accordant le monopole de la sensibilité, de la fragilité et de l'émotivité aux seules femmes ».¹¹



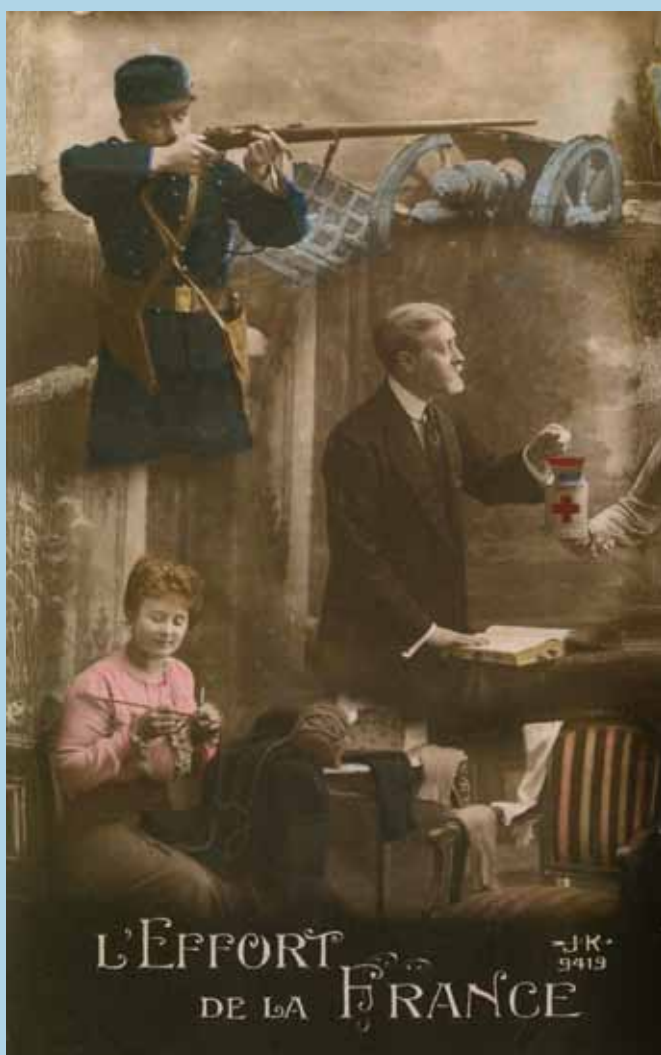
« — Et ton homme, qu'est-ce qu'il fait pendant ce temps-là ? — Mon homme ? Il s'occupe de la maison. Il remaille mes bas de soie... », extrait de *La Baiïonnette* du 4 octobre 1917

⁹ THÉBAUD Françoise, « Femmes et genre dans la guerre », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 614.

¹⁰ Historienne belge spécialiste de l'histoire des femmes.

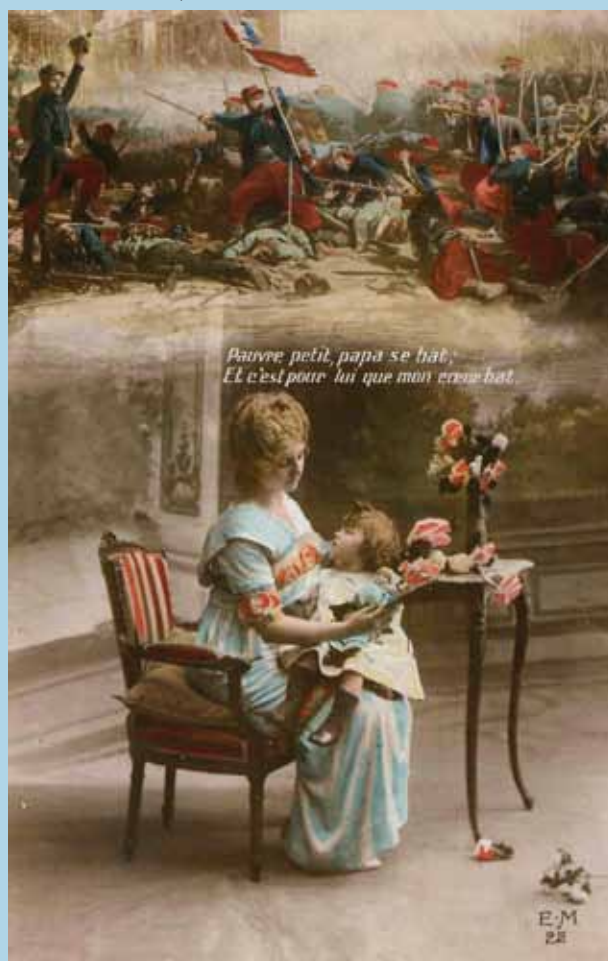
¹¹ ROYNETTE Odile, « Signes et traces de la souffrance masculine pendant le service militaire au XIXe siècle », in SOHN Anne-Marie, THÉLAMON Françoise, *Une histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998, p. 265-289.

Certains d'une victoire rapide, les hommes se battent courageusement pendant que les femmes, esseulées, attendent sagement. Ils voient donc une mission virile dans la défense des femmes et de la mère patrie.



Carte postale française

Face à ce devoir masculin, l'attitude idéale des femmes doit résider dans l'attente pieuse du retour de leur héros. Les femmes sont toujours subordonnées aux hommes.¹².



Carte postale française

Cependant, lors de l'invasion en 1914, certaines femmes vont être violées par l'ennemi ; or, le corps des femmes symbolise le corps de la nation, la mère patrie.

Les soldats vont devoir faire face à ce traumatisme. De plus, la fixité des fronts plonge les hommes dans une guerre longue dont ils ne voient pas la fin ; ils vont alors connaître la notion d'impuissance, renforcée par les mauvaises nouvelles qu'ils reçoivent sur le front.

Par conséquent, au fur et à mesure de la guerre, les rôles dévolus aux hommes et aux femmes se modifient.

Les soldats, découragés, vont devenir dépendants de « l'arrière » féminin, dépendants des infirmières qui soignent leur corps blessé, mais aussi et surtout du courrier que leur épouse leur envoie ; lorsqu'une lettre tarde à arriver, les hommes éprouvent un sentiment d'abandon et leur imaginaire construit une nouvelle représentation féminine. Ils pensent que les femmes usurpent leur identité professionnelle : deviendraient-elles frivoles ? Pourraient-elles même les tromper ?

Démunis, les soldats se sentent dépossédés de leur autorité. Ce phénomène aura pour effet une tendance à la misogynie voire à la vulgarité à l'égard des femmes. La chanson suivante témoigne de l'angoisse de l'émancipation féminine.

« Mes amis faut pas s'laisser faire !
 Les femm's'mêl'nt de nos affaires,
 J'm tords quand j'vois des femm's cochers,
 Pourquoi pas des femmes députés ? (...)
 Les féminist's, les féminettes,
 Il faut les mener à la baguette,
 Afin d'les rendr' comme des moutons
 Tous les jours on aura l'bâton. »¹³

¹² THÉBAUD Françoise, "Penser la guerre à partir des femmes et du genre : l'exemple de la Grande Guerre", in *Astérian*, n°2 (juillet 2004), p. 183 (<http://asterion.revues.org/103>).

¹³ *Faut leur rentrer d'dans !*, paroles de Phébus, musique d'E. Jouve, s.d., A.P.Po.B/A 709.

La guerre crée donc un fossé entre les sexes.

Au lendemain de la guerre, le nombre de divorces augmente : les hommes sont les plus nombreux à en faire la demande ; l'adultère n'est pas la seule raison de ces désunions, car la difficulté de reprendre une vie normale après quatre ans de souffrance et de séparation est bien réelle.

C'est ainsi que l'on peut conclure, et ce, à contre-courant de l'historiographie de l'immédiat après-guerre, que le premier conflit mondial n'a point conduit les femmes à l'émancipation, mais a même retardé la redistribution des rôles homme-femme ébauchée avant 1914. En effet, le taux d'activité des femmes diminue, leur accès à l'égalité civile tarde, leur capacité politique reste partielle, les discriminations salariales perdurent et le retour au foyer s'amorce pour elles.

Durant l'entre-deux-guerres, certaines modifications augurent un élan d'autonomie féminine : beaucoup de témoignages de femmes signifient le désir de doter leurs filles d'un métier, car le mariage n'apparaît alors plus comme le seul moyen d'existence. En même temps que les cheveux et les jupes raccourcissent, les travailleuses entament elles aussi un combat social afin de réclamer une diminution du temps de travail et une augmentation salariale, mais rien n'est encore acquis : en effet, durant les années 30, une offensive tant légale que sociologique contre le travail des femmes va éclater. Une nouvelle image de la femme peine à s'imposer et se heurte à la résistance des valeurs traditionnelles qui font de la femme une mère et une maîtresse de maison.

Le bilan politique et géopolitique

La Première Guerre mondiale a vu la disparition de l'époque de l'autocratie des empereurs et du tsar. Les empires austro-hongrois et ottoman ont disparu et leurs territoires sont morcelés. La démocratie semble, pour un temps, triompher des principes monarchiques et des régimes autoritaires, en Allemagne, en Pologne ou en Yougoslavie.

Par ailleurs, des revendications émergent au sein des colonies : elles ont fourni leur quota de soldats et attendent une certaine reconnaissance de la part des métropoles.

Le traité de Versailles, les traités de paix et leurs conséquences



Les principaux acteurs de la conférence de paix à Paris. De gauche à droite : David Lloyd Georges (Royaume-Uni), Vittorio Emanuele Orlando (Italie), Georges Clémenceau (France), Woodrow Wilson (Etats-Unis)

La guerre s'achève officiellement avec une série de traités signés entre l'été 1919 et l'été 1920. Il s'agit d'abord du traité de Versailles avec l'Allemagne (28 juin 1919), puis des traités dits « de la banlieue parisienne » : les traités de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (10 septembre 1919), de Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919), du Trianon avec la Hongrie (4 juin 1920) et de Sèvres avec la Turquie (10 août 1920). Ces traités se complètent pour former un ensemble doté d'une architecture commune construite sur la base du traité de Versailles. En effet, nombre de leurs clauses renvoient à ce dernier. Les traités ne résolvent pas tous les problèmes. Des décisions restent à prendre sur des questions importantes concernant le devenir de certains territoires, sur les réparations de guerre, les protectorats...

Enfin, qu'il s'agisse des vaincus ou des vainqueurs, aucun État n'est vraiment satisfait de ces traités et chacun pense que ce qui n'a pas pu être obtenu au moment de leur élaboration pourrait l'être au moment de leur application.

La conférence de Paris s'ouvre en janvier 1919 pour non seulement sanctionner les vaincus, mais également négocier l'élaboration des traités de paix. Les vaincus sont exclus de la Conférence. Très rapidement, les décisions relèvent du Conseil des Quatre¹⁴ (États-Unis, France, Royaume-Uni, Italie), au sein duquel les divergences et les tensions sont importantes quant aux moyens de traduire sous forme de clauses le règlement des conséquences du conflit ainsi que l'éradication définitive des causes de guerre en général.

En outre, dans le flou de leur formulation, les quatorze points de Wilson peuvent être interprétés très différemment. Les Alliés étant loin d'y adhérer, leur stratégie va consister à les interpréter à leur avantage. La politique de Wilson va donc se heurter aux intérêts de chaque nation, à la complexité géopolitique de l'Europe centrale et balkanique et à la volonté de chaque vainqueur d'assurer sa propre sécurité.

La Belgique est désormais libérée du traité de 1839 qui avait instauré sa neutralité perpétuelle, mais se trouver des alliés s'avère délicat. Elle exprime également des ambitions territoriales sur les régions d'Eupen et de Malmedy, sur les territoires hollandais

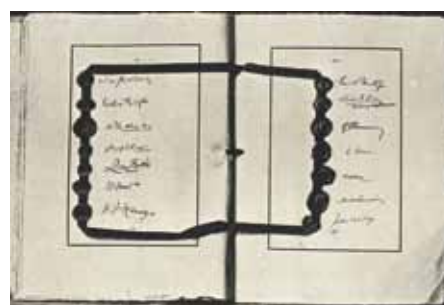
¹⁴ Le chiffre s'abaisse même à trois après le départ de la délégation italienne, furieuse de ne pas avoir obtenu satisfaction sur des revendications territoriales.



de la rive gauche de l'Escaut, comme sur le Limbourg, et elle annexerait bien aussi le Luxembourg. Enfin, première victime de l'Allemagne, elle estime devoir être prioritaire dans les réparations.

Les États entrés en guerre ne coïncident pas avec ceux qui en sortent. Les personnes qui ont consenti à la guerre et en ont été les responsables directs ne sont pas celles qui acceptent la paix. Pourtant, les vainqueurs attendent de ces pays qu'ils signent les traités de paix.

Finalement, à l'issue de la Conférence de paix, le 28 juin 1919, le traité de Versailles est signé dans la Galerie des Glaces du palais, 5 ans après l'assassinat de l'archiduc



Signatures sur le traité de Versailles



Versailles, signature de la paix, la foule devant le château, 1919



Signature du traité de Versailles

François-Ferdinand et là même où l'Empire allemand avait été créé en 1870. Le choix du lieu n'est donc pas laissé au hasard et revêt un caractère symbolique.

Le traité de Versailles consacre la responsabilité morale de l'Allemagne dans l'embrasement de l'Europe, la mort de millions de personnes et des territoires ravagés, surtout en France et en Belgique. Si l'Allemagne s'attendait à un traité rigoureux, l'opinion publique était loin de s'imaginer qu'il serait si sévère. Elle le considère comme injuste, déloyal et humiliant. Pour

beaucoup, il s'agit d'un véritable *Diktat*, un traité odieux et injuste, imposé sans négociation. Il a alimenté chez les Allemands un terrible ressentiment et un esprit de revanche dirigé vers la France.



Signature du traité de Versailles vue par le peintre William Orpen



«Traité de Versailles : Vous aussi, vous avez un droit à l'auto-détermination», caricature de Thomas Heine, parue dans le journal allemand *Simplicissimus*, 3 juin 1919. Un Allemand, aux poings liés, est représenté devant une guillotine, symbole du *Diktat* de Versailles. De gauche à droite ; sont représentés Woodrow Wilson, Georges Clemenceau et David Lloyd George

Au final, l'Allemagne perd son empire colonial, 20 % de son territoire, 10 % de sa population, un tiers de son industrie, les quatre cinquièmes de ses mines de fer et son armée est réduite.

Elle ne peut plus disposer d'armes modernes. La rive gauche du Rhin est démilitarisée et est occupée par les armées des vainqueurs pour une durée de 15 ans. Il en sera de même pour une bande de territoire de 50 km sur la rive droite du fleuve.



« Ce que nous devons perdre ! » Affiche allemande sur les résolutions prises par la Conférence de la paix de Versailles , 1919

En acceptant leur responsabilité, les vaincus consentent à réparer les conséquences de la guerre, en payant. Mais le consentement de l'Allemagne est donné en blanc, car elle s'engage à accepter les mesures qui seront prises ultérieurement, pour un montant qu'elle ignore.

La Société des Nations

Le traité de Versailles est marqué par la volonté du président américain Wilson de refonder les relations internationales avec la mise en place de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la création de la Société des Nations (SDN). Mais, surtout, les 14 points annoncent un monde dans lequel nulle paix ne peut espérer s'élaborer sans le concours des États-Unis.

Les traités font de la SDN, dont le siège est à Genève, l'organe essentiel de la paix en lui donnant pour mission de maîtriser les risques de conflit, de régler par la négociation les différends entre états et de conduire le monde vers un désarmement général. Il s'agit d'une tentative d'organisation d'un nouvel ordre international, garantissant l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et les intérêts des petits comme des grands états, grâce à un système d'arbitrage et de sécurité collective.

Mais l'absence de structure supranationale ne donne pas à la SDN les moyens d'imposer ses décisions et cette dernière ne parvient pas à élaborer un système rigoureux de sanctions contre les états qui enfreignent la loi internationale. En effet, si des sanctions politiques, économiques et militaires sont normalement prévues en cas de guerre ou de menaces, la SDN ne dispose pas de forces armées propres et dépend de l'avis des grandes puissances pour faire appliquer les résolutions. Ainsi, les sanctions économiques sont difficiles à imposer et, quand bien même le seraient-elles, les pays peuvent continuer à commercer avec des pays n'ayant pas adhéré à la SDN.



THE GAP IN THE BRIDGE.

Dessin humoristique caricaturant la position américaine vis-à-vis de la SDN. A gauche, le panneau indique : « Ce pont de la Société des Nations a été conçu par le président des États-Unis ». Cependant, alors que tous les pays européens ont posé leur pierre sur l'édifice (Belgique, France, Angleterre, Italie.), l'oncle Sam refuse d'achever le pont (il repose sur une pierre sur laquelle est inscrit : « États Unis - Clef de voûte »). Comme le résume la légende, il y a une ébrèche dans le pont »

Les membres permanents doivent être au nombre de cinq¹⁵, mais le rejet par le sénat américain du traité de Versailles, le 19 mars 1920, provoque le retrait américain : la garantie de sécurité sur laquelle la France comptait s'effondre. Les États-Unis, où la politique est encore fort isolationniste, privent la SDN, dont la force repose entièrement sur l'assistance mutuelle de ses membres, de leur participation militaire à la coalition des États, qui aurait pu compenser sa faiblesse institutionnelle. Les Américains, qui étaient à l'origine le moteur de la paix, y font finalement obstacle.

¹⁵ Ceux-ci ne sont finalement que quatre (la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni) jusqu'en 1926, date de l'adhésion de l'Allemagne, qui a alors bénéficié d'un poste permanent. Cette admission, subordonnée à la manière dont l'Allemagne exécuterait ses obligations, signe l'aveu de l'impuissance des alliés à faire appliquer le traité, car l'exécution de ses obligations reste très imparfaite. Retirée du Conseil et de la Société en 1933, l'Allemagne a été remplacée par l'URSS en 1936.



Si « l'esprit de Genève » a soufflé dans les premières années d'après-guerre, la non-adhésion des États-Unis à la SDN, le caractère plus européen que mondial de cette dernière, la multiplication des crises économiques et politiques à partir des années 20 engendreront un climat de méfiance vis-à-vis de cette institution, qui sera d'ailleurs bien impuissante face à des événements tels que l'invasion de la Mandchourie par le Japon (1931), le départ de l'Allemagne de la SDN (1933), la guerre italo-éthiopienne (1935), la guerre civile espagnole (1936)...

Si la SDN connaît un échec général, certains de ses organes ou commissions annexes remporteront quelques succès, comme l'OIT qui réussira à convaincre un certain nombre de pays d'adopter une « loi des 8 heures » de travail quotidien et de quarante-huit heures hebdomadaires. Il travaillera également à l'abolition du travail des enfants ou encore à améliorer le droit des femmes au travail.

En 1946, la SDN disparaîtra officiellement au profit de l'Organisation des Nations Unies. Certaines institutions créées par la SDN ont survécu jusqu'à nos jours. Ainsi, la Cour permanente de Justice internationale, devenue la Cour internationale de Justice, ou la Commission internationale de coopération intellectuelle, devenue l'UNESCO.

Les conséquences géopolitiques et militaires

L'Allemagne perd de nombreux territoires : l'Alsace-Lorraine revient à la France, le territoire d'Eupen – Malmedy – Saint-Vith à la Belgique, une partie du Schleswig au Danemark, la Posnanie à la Pologne, mais Dantzig, peuplée d'Allemands, devient une ville libre. La Société des Nations confie le mandat sur la région de la Sarre à la France. Il était prévu que 15 ans plus tard, elle ait à choisir par référendum entre la France et l'Allemagne.

L'empire colonial allemand disparaît. Ses colonies sont officiellement administrées sous mandat de la SDN par les Alliés, souvent puissances coloniales riveraines des possessions allemandes. Ainsi, les Belges reçoivent un mandat sur le Ruanda-Urundi (Rwanda et Burundi actuels). Les Français et les Anglais se partagent les autres colonies africaines, tandis que la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Japon se partagent essentiellement les territoires et comptoirs commerciaux allemands du Pacifique et d'Asie.

Les cartes de l'Europe et du Moyen-Orient sont elles aussi modifiées. Une série d'États fragiles apparaissent.

Ainsi, le dépeçage de l'Empire austro-hongrois va donner naissance à de nouveaux États, dont la Tchécoslovaquie, la Pologne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (future Yougoslavie). La création de ces ensembles multinationaux pose la question des nationalités ou des minorités au sein de ces États. En effet, la plupart d'entre eux sont hétérogènes, que ce soit du point de vue de la langue ou de la religion. Certaines populations sont rattachées à une patrie avec laquelle elles n'ont rien en commun. Des nationalismes agressifs voient le jour ou s'accroissent. Ces pays deviennent instables du point de vue politique et sont économiquement faibles. Ils vont progressivement se trouver bloqués entre deux États qui vont devenir de plus en plus puissants : l'Allemagne et la Russie.

Quant à l'Empire ottoman, devenu la Turquie, il perd ses provinces non turques et voit les Grecs d'Anatolie obtenir leur indépendance.

Sur le plan militaire, le traité prévoit un désarmement unilatéral. L'Allemagne ne peut plus disposer que d'une armée de 100 000 hommes et le service militaire est aboli. Elle n'a plus le droit d'avoir d'artillerie lourde, de tanks, d'aviation et de marine de guerre.

Les conséquences économiques

Le traité de Versailles consacre l'obligation pour l'Allemagne de dédommager financièrement les Alliés pour les dommages commis pendant le conflit. Confrontés à la difficulté de se mettre d'accord sur l'importance et la répartition de ces réparations, les Alliés vont dès lors confier cette mission à une Commission des Réparations (CDR), chargée de fixer le montant des réparations de guerre et de proposer un plan de paiement.

Mais, en réalité, la Commission des Réparations va jouer un rôle assez effacé, les Alliés privilégiant les négociations directes lors de nombreuses conférences internationales. Le traité fixe toutefois le montant à 132 milliards de marks-or.

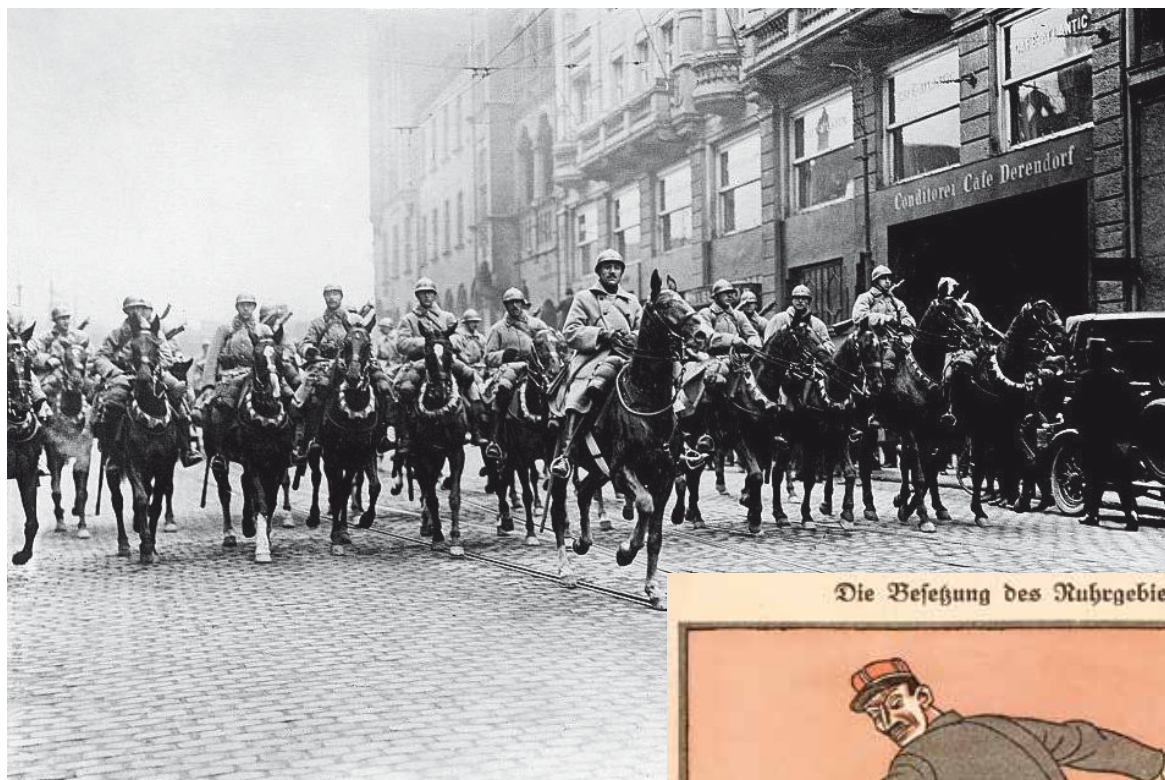


Carte de l'Europe après 1919



Cette somme exorbitante provoque en Allemagne des manifestations rassemblant des centaines de milliers de personnes. Cette question des réparations va empoisonner les relations internationales jusqu'en 1932.

L'Allemagne ne paie que très lentement ses réparations de guerre qui la fragilisent sur le plan économique, trouvant de nombreux prétextes pour se soustraire aux livraisons de matériel et de matières premières (du charbon essentiellement). Face à cette mauvaise volonté, au refus américain d'annuler les dettes interalliées et à l'impasse des négociations internationales, la France et la Belgique occupent en janvier 1923 la Ruhr afin d'exploiter ses mines. Les Allemands réagissent par la grève et la désobéissance civile, mais finissent par s'incliner. L'occupation s'achève le 25 août 1925.



Occupation de la Ruhr. Entrée des troupes françaises à Essen, 1923

Cette occupation de « paix » ressemble sur bien des points à une véritable occupation de guerre. Dans une certaine mesure, les Belges et les Français « rendent » aux Allemands ce qu'ils ont vécu sous l'occupation durant la période 1914-1918.

Progressivement, les différents plans adoptés par les alliés vont revoir à la baisse les réparations. Tous les paiements sont finalement annulés après l'avènement d'Hitler.

Conclusion

Le traité de Versailles suscite de grandes espérances. La paix paraît garantie à long terme grâce à la sécurité collective.

Mais l'Europe reste en réalité divisée et considérablement affaiblie par la guerre. Le traité de Versailles divise les vainqueurs (par exemple, l'Italie n'a pas reçu certaines régions pourtant promises par les alliés durant le conflit), laisse la question des réparations en suspens, humilie l'Allemagne et compromet la reprise économique du continent européen. La multiplication des frontières et la création d'états artificiels en Europe centrale notamment, ne règlent pas le problème des minorités nationales.



Caricature d'Eric Schilling parue dans le journal *Simplicissimus*. Elle représente un officier français qui essaie à ses risques et périls de s'asseoir sur la région de la Ruhr

La Belgique et la Province de Liège de l'après-guerre

Pour notre pays, l'armistice signifie non seulement la fin de la guerre, mais également la fin de l'occupation allemande.



Annnonce de décès de « Madame la Guerre », novembre 1918

La convention d'armistice donne quinze jours à l'armée allemande pour évacuer les territoires occupés¹⁶. Cette retraite va s'effectuer dans un certain désordre.

Le mouvement révolutionnaire allemand, qui débouche le 9 novembre sur l'avènement de la République de Weimar, a des répercussions en Belgique. Un *Soldatenrat*¹⁷ est constitué à Bruxelles et prend le pouvoir le 10 novembre ; cela se produit à Liège deux jours plus tard. Sa priorité est le retrait des soldats vers l'Allemagne en évitant un bain de sang et le maintien de l'ordre. La ville de Liège devient par conséquent, du 14 au 23 novembre 1918, un lieu de passage incontournable pour les troupes allemandes qui rentrent au pays, d'autant plus que les blessés allemands des offensives finales sont rassemblés à Liège pendant un temps, en particulier dans le quartier de la rue Saint-Gilles.



La foule place du Théâtre, lors de la révolte des soldats allemands, novembre 1918



Retraite allemande place Saint-Lambert, novembre 1918



Retraite allemande place Saint-Lambert, novembre 1918

¹⁶ CONRAADS Daniel, NAHOÉ Dominique, *sur les traces de 14-18 en Wallonie. La mémoire du patrimoine*, Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2013, p. 285.

¹⁷ Conseil de soldats allemands qui se sont notamment révoltés contre leurs supérieurs.



Bruxelles et Liège voient passer nombre de cortèges hétéroclites et étonnants, les soldats se déplaçant surtout à pied, parfois en charrettes tirées par des chevaux. On assiste toutefois à des humiliations publiques d'officiers, à des coups de feu et à des pillages auxquels une partie de la population liégeoise participe. Le 22 novembre, le *Soldatenrat* de Liège annonce sa dissolution. Dans la nuit du 23 au 24 novembre, les derniers Allemands quittent la ville.

La répression populaire va se déchaîner à Verviers et à Liège dès les 26 et 27 novembre 1918. Des magasins et des maisons de « profiteurs de guerre » sont pris d'assaut. Des femmes, soupçonnées d'avoir entretenu des relations avec l'ennemi, ont le crâne tondu.

Parallèlement, le roi, son armée et les troupes alliées font leur entrée dans les villes sous les ovations de la foule. On parle d'ailleurs de « joyeuses entrées ».



Retraite allemande, rue Saint-Laurent, novembre 1918



Arrivée d'une auto-mitrailleuse de l'armée belge, place Saint-Lambert à l'armistice, 27 novembre 1918



Les souverains belges à Liège, le 3 décembre 1918

Le 22 novembre, Albert I^{er} entre à Bruxelles et prononce devant les Chambres réunies un discours dans lequel il promet d'introduire le suffrage universel pur et simple pour les hommes à partir de 21 ans.

La population, qui a quotidiennement souffert pendant les quatre années d'occupation, réclame des têtes.

La répression des inciviques

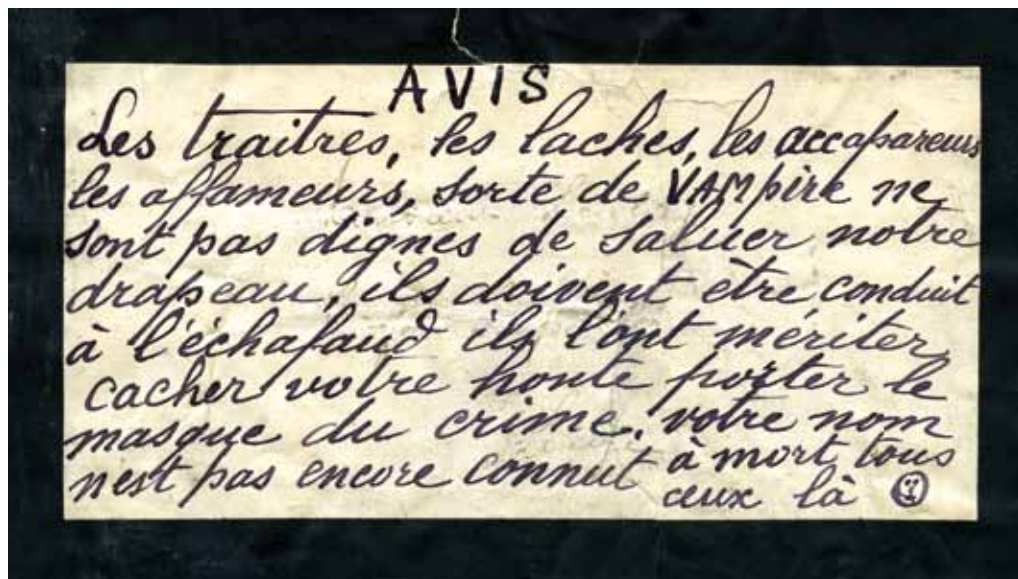
La population belge, une fois les troupes allemandes parties, laisse s'exprimer divers sentiments (scènes de joie, de larmes, hommages aux morts, manifestations de reconnaissance à l'égard de l'armée belge et des alliés...), dont celui de vengeance principalement envers les « inciviques », c'est-à-dire les Belges ayant collaboré avec l'occupant, que ce soit au niveau économique, politique (les activistes flamands ou wallons) ou « sécuritaire » (espions belges à la solde des Allemands).

La Belgique devient la scène d'une répression populaire menée contre les activistes de la collaboration avec l'Allemagne, les dénonciateurs des compatriotes à l'ennemi, les espions, les profiteurs économiques, les « accapareurs », les « mercantis », les « affameurs », les enrichis, les industriels dont les usines n'ont



Maison saccagée à Liège, novembre 1918

pas fermé leurs portes, les femmes accusées d'avoir eu des liaisons avec des soldats allemands¹⁸...



Épinglons trois exemples. D'abord, celui de Joseph Douhard, né à Herstal, agent à la solde de la police allemande chargé de dénoncer les organisations de passage à la frontière hollandaise et les espions patriotes. Suite à ces dénonciations, 23 personnes sont fusillées, 8 sont condamnées à mort, et de nombreuses autres emprisonnées.

Le 11 juin 1921, il est condamné à mort par le jury de la cour d'assises de Liège qui réclame l'exécution de la peine, fait extraordinaire puisque la peine de mort n'est plus appliquée en Belgique. Immédiatement, des requêtes émanant de tout

le pays sont envoyées au roi Albert pour qu'il ne gracie pas Douhard. Certains demandent même qu'il soit guillotiné et non pas fusillé comme les héros qu'il avait livrés. En fait, le roi lui-même n'est pas défavorable à l'application de la peine de mort dans ce cas particulier. Mais il décide finalement de le gracier : Douhard restera en prison jusqu'à sa mort en 1935.

Quant à Maurice Thielens, il est condamné en assises pour avoir, avec l'aide d'Émile Delacourt, dénoncé notamment Élise Grandprez et son frère. Thielens et son complice sont fusillés le 3 mai 1917 à la chartreuse de Liège.

Citons enfin le cas de Pétronille Haurward, ouvrière relieuse qui était au service de la police allemande à la chambre 149 du palais de Liège. Prétendant être passeuse de courrier, elle provoque l'arrestation et le démantèlement du service de renseignement français Paulussen en 1917. Jugée en cour d'assises à Liège le 24 mars 1920, elle écope de 20 ans de détention.

L'essentiel de la répression se déroule entre 1919 et 1922, les traîtres doivent être punis au plus vite.

Dans un premier temps, la police est impuissante face à ces manifestations de violence et le concours de l'armée est nécessaire, entre autres parce que la vengeance populaire, souvent accompagnée par la colère des démobilisés, s'en prend aux personnes et pas seulement aux biens¹⁹. Néanmoins, ces troubles ne durent guère plus de deux semaines. Le retour à l'ordre semble réel dès la mi-décembre. La machine judiciaire se met en route dès 1919. Il y aura encore quelques violences ponctuelles, mais elles seront liées aux remises en liberté et aux lenteurs de la justice qui susciteront ces mouvements d'exaspération de la part de la population.

La Province de Liège est celle qui connaît la répression la plus dure.

Pour ce qui est de la sévérité des peines prononcées, la justice ne semble avoir été ni excessive, ni laxiste. Les conseils de guerre belges devant majoritairement faire face à des affaires mineures, la proportion des peines criminelles lourdes est faible. Et nombre de peines de mort ont été prononcées, mais sans jamais être appliquées. La cour militaire semble donc avoir fait la part des choses face aux revendications du peuple et de la presse.

La rancœur met toutefois du temps à s'apaiser²⁰. La mémoire d'après-guerre oppose pendant longtemps l'image de l'incivique à celle des héros glorieux de la Belgique. La mémoire des martyrs belges est ainsi utilisée pour les condamner. Les figures du « Roi-Chevalier » et de la « Reine-Infirmière », du cardinal Mercier, du général Leman, d'Edith Cavell... dominent durant l'entre-deux-guerres, notamment dans les manuels scolaires, où des récits exaltent leurs exploits.

La déception du traité de paix

Avec la signature du traité de Versailles en 1919, les frontières nationales sont désormais fixées. La Belgique reçoit également un mandat sur le Ruanda-Urundi. Mais les Belges se sont sentis méprisés par les Alliés, puisqu'ils ont dû se battre pour qu'une priorité de deux milliards de marks-or sur les réparations leur soit accordé.

L'annexion des Cantons de l'Est (Eupen, Malmedy et Saint-Vith)

Ces territoires font partie de l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale. De nombreux jeunes hommes ont d'ailleurs participé au conflit sous l'uniforme prussien. Les Cantons de l'Est sont rattachés à la Belgique par le traité de Versailles, à titre de compensation. L'article 34 prévoit une consultation populaire sur le futur statut des deux cantons, qui se tient en 1920.

À partir de 1925, les habitants des Cantons de l'Est sont définitivement intégrés à la Belgique. Toutefois, durant l'entre-deux-

¹⁸ Nous ne possédons cependant que peu d'informations sur les violences commises par la population. En effet, les journaux ne reprennent leur parution qu'une ou deux semaines après l'armistice. Or, la répression populaire se déroule essentiellement en novembre et en décembre 1918.

¹⁹ Par exemple, en divers endroits, les drapeaux belges arborés par de présumés inciviques sont arrachés, des hommes sont molestés. Dans *La Libre Belgique* du 30 novembre 1918, on apprend qu'à Liège, cinq femmes « dont les relations avec les Allemands faisaient scandale (...) eurent la tête complètement rasée ». Il faut noter que par ce rituel, l'incivisme des femmes est de facto assimilé à l'amour vénal. *La Gazette de Liège* du 28 novembre 1918 signale en page 2 que l'on détruit des maisons « à tendance boche », qu'on attaque les tavernes, les boucheries, les boulangeries, etc. Ces débordements sont confirmés par les archives judiciaires du Parquet général de Liège (Archives de l'État, Liège).

En outre, «... la démolition des magasins allemands ou suspectés de « bochisme » a continué. La maison Tietz, rue de l'Université a été vidée de fond en comble. [...] Il en a été de même rue Léon Mignon. [...] À Seraing et à Jemeppe ont eu lieu les mêmes scènes qu'à Liège...» (*La Libre Belgique*, 30 novembre 1918). La campagne fait aussi l'objet de violences inquiétantes : près de Seraing, Angleur et Verviers, des dizaines de fermes sont attaquées par des centaines d'hommes (*La Gazette de Liège*, 27 novembre 1918).

²⁰ En 1922, par exemple, une lettre de dénonciation signée « un groupe d'écœurés du quartier nord » est envoyée au procureur du Roi de Liège. Elle concerne des enrichis de guerre dont le crime le plus insupportable serait de se vanter d'être à l'abri de la justice, grâce à leur argent honteusement accumulé (Archives de l'État, Parquet général, Guerre 14-18, boîte 6, Lettre de dénonciation au procureur du Roi, 13 février 1922)

guerres, la population des Cantons de l'Est est divisée entre pro-Belges et pro-Allemands. Les Cantons de l'Est n'intègrent définitivement la Belgique qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. C'est après la Première Guerre mondiale qu'est né le terme péjoratif de « cantons rédimés », qui signifie rachetés.

De plus, se pose rapidement la question des garanties de sécurité. En effet, la guerre a mis fin au système de neutralité. La Belgique cherche donc des garants. Au cours de la conférence de Paris, menée dans les faits par un directoire franco-anglo-américain, les diplomates belges avaient suggéré discrètement un renforcement de nos frontières vulnérables, en compensation du sacrifice belge lors de la guerre (par l'annexion de territoires au Luxembourg, en Flandre zélandaise et au Limbourg néerlandais par exemple)²¹. Toutefois, les Belges n'obtiendront rien et devront rechercher des garants tout au long de l'entre-deux-guerres. La « Poor Little Belgium » est désormais victime de l'appétit des Alliés, provoquant l'amertume de l'opinion publique belge.

L'après-guerre en Belgique et les acquis sociaux

Geneviève Xhayet

Le triomphe des premières revendications ouvrières

En Belgique comme ailleurs en Europe, la guerre a bouleversé les structures étatiques et sociales. Les souffrances endurées par les populations civiles et les soldats du front, le loyalisme patriotique du P.O.B. d'une part, la nouvelle pression internationale (notamment l'organisation internationale du travail, fondée en 1919) d'autre part, interdisent dans l'après-guerre un simple retour à l'ancien ordre des choses.

Dès novembre 1918, les socialistes Édouard Anseele, Joseph Wauters et Émile Vandervelde entrent dans le gouvernement d'Union nationale. Ils peuvent ainsi faire aboutir des revendications induites au programme du parti depuis son origine. L'instruction obligatoire et gratuite jusqu'à 14 ans²² (et son corollaire, l'interdiction du travail des enfants), le principe d'un salaire minimum horaire et la limitation de la journée de travail à neuf heures sans perte de salaire, enfin le suffrage universel (masculin) aux élections législatives sont immédiatement instaurés. Le 16 novembre 1919, le premier scrutin au suffrage universel offre 90 élus au POB. 70 à la Chambre et 20 au Sénat.

Un nouvel élan vers l'État social



Isi Delvigne, *La journée de 8 heures et la semaine de 48 heures*, Liège, 1921

L'immédiat après-guerre est aussi, pour la conquête des droits des travailleurs, le temps d'un nouvel élan. Si le mouvement syndical chrétien s'amplifie avec régularité, le nombre d'affiliés au syndicat socialiste, quant à lui, explose : de 125 000 membres en 1914, il s'élève à près de 700 000 en 1920.

La présence socialiste au gouvernement (1919-1921, 1925-1927) est un facteur déterminant dans ce processus. D'importantes mesures sont prises durant ces années, qui concernent les conditions de travail et les relations dans l'entreprise : le principe des commissions paritaires et des conventions collectives est admis (1919), puis celui de la journée de 8h et de la semaine de 6 jours ouvrables (juillet 1921).

En 1921 aussi, l'article 310 du Code pénal qui réprime, non la grève, mais les actions de grève est abrogé. D'autres décisions adoptées ont une portée sociale. Au cours de ces années apparaissent l'assurance chômage, la pension à 65 ans, les premières caisses d'allocations familiales ou encore la célèbre « loi Vandervelde » contre l'alcoolisme (1921). En 1927, enfin, les maladies professionnelles sont assimilées aux accidents de travail, ouvrant la voie à l'indemnisation des travailleurs qui en sont victimes.

Malgré une indéniable sympathie gouvernementale pour la cause ouvrière, cette évolution n'est ni linéaire, ni consensuelle. Comme avant la guerre, des progrès s'arrachent encore de haute lutte. En janvier 1919, des grèves touchent la fonction publique (notamment les postes et télégraphes) et le secteur privé. Les employés de banque, et surtout les charbonnages et la métallurgie, débrayent, exigeant des hausses de salaire et la diminution du temps de travail. En 1921, un conflit oppose les travailleurs d'Ougrée-Marihaye à leur direction qui décrète le *lock-out*. Protégés par la gendarmerie, des jeunes gens de « bonne famille », à la solde du patronat, maintiennent l'outil en activité et sapent le mouvement. La durée et la dureté du conflit épuisent les caisses syndicales et éreintent les familles des ouvriers. Après dix mois de lutte, c'est l'échec et la mise à pied des meneurs.



Grève générale des métallurgistes en 1925. Manifestation à Liège

²¹ DE SCHAEPELDRIJVER Sophie, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Peter Lang, 2004, p. 294.

²² Loi de 1914 dont la mise en application effective ne put rentrer en vigueur qu'à la fin de la Première Guerre mondiale (« Lois organiques de l'enseignement », in DEFOSSE Pol, *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 2005, p. 203).

La reconstruction et le rétablissement économiques

Le bilan des destructions est terrible. Au moment de l'invasion, de nombreuses villes et villages sont détruits (comme Visé par exemple), sans compter les routes, les ponts et les voies ferroviaires.

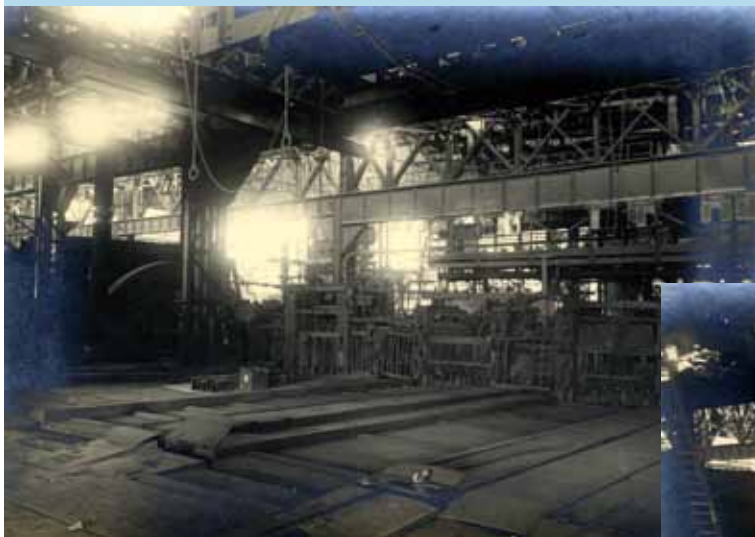
La zone du front est complètement sinistrée. Dans ces endroits, la situation est dramatique et le terrain, labouré par le pilonnage intensif d'obus, est devenu dangereux. Pendant l'occupation, de nombreuses usines ont fermé, des machines et des rails de chemin de fer ont été expédiés en Allemagne, désagrégeant le tissu industriel, à Liège notamment. La contre-offensive de 1918 a également entraîné de nouvelles destructions.

Le coût de la reconstruction est très élevé. La Belgique a perdu près de 18 % de sa richesse nationale. Près de 800 000 chômeurs sont à la recherche d'un travail.

La reconstruction industrielle en Province de Liège

Arnaud Péters

La Belgique sort économiquement exsangue de la guerre. À l'armistice, son industrie est dans un état déplorable, comme le révèle une enquête réalisée au début de l'année 1919 par le ministère de l'Industrie. La reconstruction industrielle est considérée comme un problème d'une extrême gravité, que le ministère des Affaires économiques établi au Havre tente de prendre en charge dès 1918.



Ougrée-Marihaye. Arrière du laminoir avant et après démontage par les Allemands

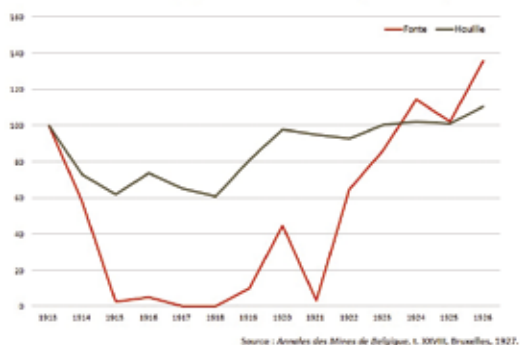
Forts de leur victoire et déclarant les Allemands seuls responsables de la guerre, les Alliés entreprennent de leur faire payer des réparations. En Belgique, les industriels et particuliers sont donc appelés à signaler les dommages qu'ils ont subis. D'après discussions sont entamées afin de calculer le montant à réclamer ainsi que les modalités de répartition entre les différents acteurs. Finalement, il est conclu que les Belges toucheraient 8 % du montant total des réparations réclamées à l'Allemagne lors du traité de Versailles. Concrètement, seul un petit pourcentage de ce montant sera *in fine* perçu et une part des réparations se fera en nature, par la récupération de matériel usagé. Cette opération ne contribuera pas à la modernisation de l'industrie.

La restauration de l'outil

L'enjeu de la reconstruction est majeur dans les grands établissements sidérurgiques, les plus touchés par les destructions. En 1919, la sidérurgie belge ne produit que 15 % de sa production d'avant-guerre. Dès le printemps 1920, les trois hauts-fourneaux d'Espérance-Longdoz sont remis à feu. Un quatrième est construit en 1926. Après quelques mois, deux hauts-fourneaux fonctionnent chez Cockerill et du matériel est récupéré en Allemagne (machines-outils et ponts roulants). On profite

du rééquipement pour procéder à l'électrification du laminage et des appareils de manutention des charbons et des coques. Le rééquipement se poursuit par la suite : en septembre 1919 fonctionne notamment un troisième haut-fourneau. À Ougrée-Marihaye, quatre hauts-fourneaux sont à feu dès 1922. L'usine à fonte dépasse la production d'avant-guerre au milieu des années 1920. Les progrès en matière de productivité sont inséparables de plusieurs innovations qui portent sur l'augmentation significative du volume des fourneaux, l'évolution de leurs profils, la mécanisation des charges et l'amélioration du stockage des matières, etc. La nouvelle division hauts-fourneaux, reconstruite entre 1923 et 1926, intègre ces progrès techniques au sein d'une usine « à l'américaine » par ses proportions. C'est un monument de la reconstruction industrielle qui se construit en bord de Meuse.

Production comparée de la production de fonte et de houille en Belgique entre 1913 et 1924 (1913 = 100)



Les grands travaux exécutés à Ougrée-Marihaye

L'industrie du zinc ne tarde pas, elle non plus, à se relever en misant sur la technologie en place : le four liégeois chauffé au gaz. À la fin des années 1920, les niveaux de production de zinc brut d'avant-guerre sont dépassés (plus de 200.000 tonnes).



Grand Hall automobile de la FN Herstal

Dans ce paysage liégeois en reconstruction, les forces en présence évoluent. Parallèlement à la reconstruction, de nouveaux établissements apparaissent et témoignent de l'évolution du système technique. Les moteurs électriques se généralisent dans les sites de production tandis que le développement du secteur automobile se traduit par l'implantation de nombreux dépôts de carburant ou encore d'ateliers de réparation ou d'entretien. Ces mutations trahissent déjà une évolution majeure : le développement d'une industrie des services qui prend place au côté des industries nées de l'essor du XIX^e siècle.

Quel redressement économique ?

Au-delà de la reconstruction industrielle, le redressement économique se heurte à plusieurs défis. Le premier concerne la disponibilité du combustible et plus globalement, dans toutes les industries, le manque criant de matières premières, les Allemands ayant saisi l'ensemble des stocks. En parallèle, la restauration des moyens de transport, nécessaire à la reprise des affaires, figure parmi les grandes priorités.

Le redressement économique n'est pas un phénomène homogène. On constate en effet des disparités géographiques et entre les secteurs d'activités. Ainsi, dès 1919, dans le textile et les charbonnages, on atteint déjà les niveaux de production d'avant-guerre alors que d'autres secteurs mettront bien plus longtemps à se reconstruire. Mais les années 1920 sont annonciatrices des difficultés qui vont éclater avec la crise de 1929 : le rendement de l'industrie wallonne souffre de la comparaison avec l'étranger

et sera affaibli par l'émergence du bassin industriel en Campine.

Alors que la reconstruction s'amorce, les choix stratégiques s'avèrent déterminants. Ainsi, les constructeurs automobiles liégeois qui refusent de s'orienter vers les fusions d'entreprises et le fordisme se révéleront trop faibles pour résister à la crise des années 1930. Le problème inverse se pose au niveau des banques où on assiste, à l'échelon national, à une forte concentration qui fragilisera le système.

Dès la fin de la guerre, le redéveloppement économique s'accompagne d'une vaste réflexion sur ce que doit être l'articulation de l'économie et de l'industrie de l'après-guerre. Souvent, la reconstruction se fera à l'identique, sous la pression des besoins immédiats liés aux rendements et aux coûts de production. La remarque s'applique dans une large mesure à la sidérurgie. À long terme, ce *modus operandi* se révélera handicapant.

La science et la recherche dans la Belgique d'après-guerre : la prise de conscience et le discours de Seraing

Pascal Pirot

Le monde scientifique sort considérablement affaibli de la guerre, mais se reconstruit rapidement sous l'effet de certaines personnalités influentes, en particulier l'industriel et homme d'État Émile Francqui (1863-1935).

Pourtant, la science manque de moyens.

Dans ce contexte, le discours de Seraing, prononcé le 1^{er} octobre 1927 par le roi Albert I^{er} à l'occasion du 110^e anniversaire des établissements John Cockerill, reçoit, de par le prestige de son auteur notamment, un écho considérable. À Seraing, le roi appelle à soutenir la recherche que l'on qualifiera d'appliquée en vue de permettre le redéploiement de l'industrie par l'innovation ; Albert I^{er} fait donc sien le slogan récurrent « innover ou périr ». Il faut voir dans ce discours l'influence d'un entourage en partie composé d'industriels.



110^e anniversaire des Établissements John Cockerill, le 1^{er} octobre 1927. Albert I^{er} prononce le discours de Seraing

Mais le discours revêt aussi un caractère, sinon novateur, en tout cas peu évoqué par le monde politique d'alors : la science fondamentale y est décrite comme la condition *sine qua non* de la recherche appliquée.

Le discours de Seraing suscite le lancement d'une souscription publique, largement répercutée par la presse, en faveur de la recherche scientifique. 100 millions de francs belges, somme considérable pour l'époque, sont récoltés auprès de la grande industrie belge. Elle permet en 1928 la création du Fonds national belge de la recherche scientifique (FNRS), qui rémunère les chercheurs et soutient des projets au cas par cas.

Le mouvement flamand

La question flamande, c'est-à-dire l'obtention par les Flamands de leurs droits à l'égal de ceux des francophones, fait partie de la vie politique depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Mais elle connaît une nette accélération suite à la Première Guerre mondiale. Cette évolution est illustrée, à côté d'autres phénomènes, par le développement du nationalisme flamand. Ce dernier puise ses sources dans deux événements de la guerre : le mouvement revendicatif des soldats flamands au front (le frontisme) et l'activisme politique de collaboration avec les Allemands²³. Sous ces deux formes, c'est tout le mouvement flamand qui, assimilé à l'image de l'Allemand détesté, est présenté et/ou perçu comme un danger pour la survie de la Belgique. Dès lors, le stéréotype d'une Flandre « embochée » perdure et se renforce durant tout l'entre-deux-guerres.

²³ Il y a eu également un activisme wallon, mais de façon plus marginale que du côté flamand.



La « Flamenpolitik » menée par l'occupant allemand pour diviser le pays entraîne environ 15 000 flamingsants, soit une minorité, sur la voie de la collaboration « activiste ». Les Allemands acceptent en 1916 une université flamande à Gand et la séparation administrative du pays en 1917.

L'activisme est rejeté par la population parce qu'il est synonyme de trahison envers la patrie. Celui-ci marque cependant une rupture et un tournant dans le mouvement flamand qui ne peut pas l'ignorer : il doit refuser en bloc cette aventure politique ou tenter de la récupérer. C'est la difficulté de choisir entre une franche condamnation et une réhabilitation effaçant toutes les fautes qui va hanter le mouvement flamand durant tout l'entre-deux-guerres.

La mémoire collective n'a retenu de cette période que la condamnation des activistes (pourtant, seuls 300 d'entre eux seront condamnés entre les années 1918 et 1923). Du côté francophone, ces derniers demeurent jusqu'il y a peu le symbole de la plus vile trahison. Du côté du mouvement flamand, ils deviennent progressivement les martyrs de la cause flamande.

Pour avoir une tribune publique, les activistes se servent du parti frontiste. Né en avril 1919, il veut faire de la question flamande la seule question à défendre, à l'exclusion des problèmes sociaux et économiques.

Soulignons qu'à la sortie du conflit, les responsables politiques se rendent compte de la nécessité de rencontrer les aspirations de la population flamande. Dans son discours du Trône, le roi promet d'ailleurs la création d'une université flamande à Gand, mais il faudra attendre 1930 pour qu'elle voie le jour.

La remise de la Légion d'honneur à Liège

Le 24 juillet 1919, la Ville de Liège reçoit de la République française la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur. Cette distinction honorifique, pour la première fois octroyée à une ville étrangère, lui a été conférée le 7 août 1914. Alors qu'elle est la première ville à subir l'assaut des troupes allemandes, elle est parvenue à tenir en échec l'armée ennemie, grâce à ses forts, ce qui a retardé considérablement l'avancée allemande. La remise de la Légion d'honneur se déroule place Saint-Lambert au pied de l'immeuble « Le Tivoli » (qui a été démoli dans les années septante), en présence du roi Albert, de la reine Élisabeth et du maréchal français Foch. Près de 120 000 spectateurs assistent à cette cérémonie.



La fin de la guerre et l'après-guerre

Bibliographie

- 1885/1985. *100 ans de socialisme. Catalogue édité à l'occasion de l'exposition organisée par le Comité national du centième anniversaire du Parti Ouvrier Belge à la Bibliothèque Royale Albert 1er du 23 mars au 20 avril 1985*, Bruxelles, Bruxelles, Comité national du centième anniversaire du Parti Ouvrier Belge, 1985.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, PROCHASSON Christophe (dir.), *Sortir de la Grande Guerre, le monde et l'après-1918*, Paris, Tallendier, 2008.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1998 (Collection Découvertes Gallimard Histoire).
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004.
- BACLIN Guillaume, BERNARD Laurence, ROUSSEAUX Xavier, *En première ligne : la justice militaire belge face à l'incivisme » au sortir de la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2010 (Études sur la Première Guerre mondiale).
- BALTHAZAR Herman, « FNRS. Une esquisse historique », in FNRS 1928-1978, Fonds National de la Recherche Scientifique, Bruxelles, 1978.
- BEAUPRÉ Nicolas, *Le traumatisme de la Grande Guerre (1918-1933)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012 (Collection « Histoire franco-allemande »).
- BECKER Jean-Jacques, *Le Traité de Versailles*, Paris, Presses universitaires de France, 2002 (Collection « Que sais-je ? »).
- BERNÈS Anne-Catherine (éd.), *Regards sur 175 ans de science à l'Université de Liège, 1817-1992*, Liège, Derouaux-Ordina, 1992.
- BERTRAMS Kenneth, « De l'initiative privée à la reconversion publique du «système francquiste» : le F.N.R.S. et la coordination de la recherche scientifique en Belgique », in BERTRAMS Kenneth, BIEMONT Emile, VAN TIGGELEN Brigitte, VANPAEMEL Gerrit (dir.), *Pour une histoire de la politique scientifique en Europe (XIX^e-XX^e siècles). Actes du colloque des 22 et 23 avril 2005 au Palais des Académies*, Bruxelles, Académie royale de Belgique – Classe des Sciences, 2007.
- BERTRAMS Kenneth, « Le Fonds national de la recherche scientifique en Belgique », in *La revue pour l'histoire du CNRS*, n° 16 (2007), p. 36-40.
- BUSSIÈRE Éric, « La sidérurgie belge durant l'Entre-deux-guerres : le cas d'Ougrée-Marihaye (1909-1939) », in *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1984, 15 (3-4), p. 303-379.
- CLAISSE Stéphanie, LEMOINE Thierry (éds.), *Comment (se) sortir de la Grande Guerre ? Regards sur quelques pays « vainqueurs : la Belgique, la France et la Grande-Bretagne*, Paris, L'Harmattan, 2005 (coll. « Structures et pouvoirs des imaginaires »).
- CONRAADS Daniel, NAHOÉ Dominique, *sur les traces de 14-18 en Wallonie. La mémoire du patrimoine*, Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2013.
- DEFOSSE Pol, *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 2005.
- « Démobilisation culturelle après la Grande Guerre », dossier, 14-18 Aujourd'hui Today Heute, n° 5, 2002.
- DE VOS Luc, *La Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Editions J.-M. Collet, 1997.
- DEVRIESE, Didier, DUVIVIER, Aline, HANOTTE, Michel, BETTENS, Ludo (et al.), *Rouge Métal : 100 ans d'histoire des métallos liégeois de la FGTB*, Seraing, IHOES, 2006.
- DUMOULIN Michel, DUJARDIN Vincent, GERARD Emmanuel, VAN DEN WIJNGAERT Mark, *Nouvelle histoire de Belgique*, Vol. 2, 1905-1950, Bruxelles, Éditions Complexe, 2006.
- GEERKENS Eric, *La rationalisation dans l'industrie belge de l'entre-deux-guerres*, Bruxelles, Éditions de l'Académie, 2005.
- GERARD Emmanuel, *Nouvelle histoire de Belgique, La démocratie rêvée, bridée et bafouée (1918-1939)*, Bruxelles, Le Cri Édition, 2010.
- HALLEUX Robert, VANDERSMISSEN Jan, DESPY-MEYER Andrée, VANPAEMEL Geert, *Histoire des sciences en Belgique, 1815-2000*, 2 t., Bruxelles, Dexia – La Renaissance du Livre, 2001.
- HALLEUX Robert, XHAYET Geneviève, *La liberté de chercher : histoire du Fonds National de la Recherche Scientifique*, Liège, Éditions de l'Université de Liège, 2007.
- HALLEUX ROBERT, *Cockerill. Deux siècles de technologie*, Liège, Éditions du Perron, 2002.
- HALLEUX Robert, PIROT Pascal, « Albert I^{er} et la science industrielle. Une relecture du discours de Seraing », in *Museum Dynasticum*, t. 23, n° 2 (2011), p. 63-82.
- JAUMAIN Serge, « L'impact de la Première Guerre mondiale sur la société belge », in LEGAULT Roch, LAMARRE Jean, *La Première Guerre mondiale et le Canada : contributions sociomilitaires québécoises*. Montréal, Méridien Histoire-militaire, 1999, p. 55-77.
- LE NAOUR Jean-Yves, « "Il faut sauver notre pantalon". La Première Guerre mondiale et le sentiment masculin d'inversion du rapport de domination », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 84 (2001), p. 33-44 (<http://chrhc.revues.org/1866>).
- *Quand les canons se taisent : actes du colloque international organisé par les Archives de l'État et le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire (Bruxelles, 3-6 novembre 2008)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2010 (Études sur la Première Guerre mondiale).
- ROYNETTE Odile, « Signes et traces de la souffrance masculine pendant le service militaire au XIX^e siècle », in SOHN Anne-Marie, THÉLAMON Françoise, *Une histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998, p. 265-289.
- ROUSSEAUX Xavier, VAN YPERSELE Laurence (dir.), *La Patrie crie vengeance ! La répression des inciviques après la guerre 1914-1918*, Bruxelles, Le Cri, 2008.
- SMETS Marcel, *Resurgam : la reconstruction en Belgique après 1914*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique – Gemeentekrediet van België, 1985.
- THÉBAUD Françoise, « Penser la guerre à partir des femmes et du genre : l'exemple de la Grande Guerre », in *Astérion*, n° 2 (juillet 2004), p. 183 (<http://asterion.revues.org/103>).
- TILLY Pierre, DELOGE Pascal, « Milieux économiques belges et occupation allemande de 1914 à 1918 : une stratégie du moindre mal », in *Entreprises et histoire*, Vol.68, n° 3 (2012), p.11-27
- DE SCHAEFDRIJVER Sophie, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, 3^e édition, Peter Lang, Bruxelles, 2006.

Iconographie

« Séance du Soviet de Petrograd au palais de Tauride », photographie, L'Histoire par l'image, 1917 © tous droits réservés (<http://www.histoire-image>).

org/pleincadre/index.php?i=570) / « Lénine », photographie, Library of Congress, 1920 (<http://www.loc.gov/pictures/item/90714584/>) / « Signature du traité de Brest-Litovsk », photographie, Wikimedia Commons, 1918 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Czernin_kuhlman_radoslavov_brest_litovsk.jpg) / FLAGG James Montgomery, « I want you for U.S. Army : nearest recruiting station », affiche américaine, Library of Congress, 1917 (<http://www.loc.gov/pictures/item/96507165/>) / « Arrivée des Américains à Saint-Nazaire », photographie, Gallica, 27/06/17 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b530037399/>) / « Portrait of Hugh A. Ball during his enlistment in the US Army as a WWI soldier », photographie, Wikimedia Commons, 1918 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:HAB_wwi_1918.jpg) / « Membres de l'Escadrille Lafayette », photographie, L'Histoire par l'image, 1917 © Photo RMN-Grand Palais - R. G. Ojeda (<http://www.histoire-image.org/pleincadre/index.php?i=1074>) / « Gun crew from Regimental Headquarters Company, 23rd Infantry, firing 37mm gun during an advance against German entrenched positions », photographie, National Archives and Records Administration, 1918 (<http://research.archives.gov/description/531005>) / « Novemberrevolution 1918 in Berlin Ein Lastauto, mit revolutionären Matrosen und Soldaten besetzt, fährt durch das Brandenburger Tor », photographie, Bundesarchiv, 9/11/1918, © Bundesarchiv Bild 183-B0527-0001-810 / CC-BY-SA (<http://www.bild.bundesarchiv.de/archives/barchpic/search/1405519549/?search%5Bform%5D%5BSIGNATUR%5D=Bild+183-B0527-0001-810>) / « Scheidemann ruft vom Westbalkon (zweites Fenster nördlich des Portikus) des Reichstagsgebäudes die Republik aus », photographie, Wikimedia Commons, 9/11/1918 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ausrufung_Republik_Scheidemann.jpg) / « Signature de l'Armistice à Rethondes », photographie, Cartes anciennes de Compiègne, 11/11/1918 (<http://usuc.fr/Projets/cpa/afficheCPA.php?cpa=3213&lieu=Clairiere%20de%20>) / Une du journal *Le Matin*, Gallica, 12/11/1918 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k572712h/>) / Une du journal *L'Écho de Paris*, Gallica, 12/11/1918 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k809445m/>) / « Armistice Day Celebrations, Paris, 11 November 1918 », photographie, Imperial War Museum, 11/11/1918, © IWM Q 65857 (<http://www.iwm.org.uk/collections/item/object/205027865/>) / « The announcing of the armistice on November 11, 1918, was the occasion for a monster celebration in Philadelphia, Pennsylvania », photographie, National Archives and Records Administration, 11/11/1918 (<http://research.archives.gov/description/533478>) / « Le jour de l'armistice du 11 novembre 1918 à Londres », photographie, Gallica, 11/11/1918 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b53005759p/>) / « Place de l'Opéra et rue de la Paix, le jour de l'armistice du 11 novembre 1918 », photographie, Gallica, 11/11/1918 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b53005788g/>) / « Berlin, Rückkehr deutscher Truppen. Dezember 1918 », photographie, Bundesarchiv, 12/11/1918 © Bundesarchiv, Bild 183-R34275/CC-BY-SA (<http://www.bild.bundesarchiv.de/archives/barchpic/search/1405518983/?search%5Bform%5D%5BSIGNATUR%5D=Bild+183-R34275>) / « Dolchstoss », carte postale, Mission Centenaire 14-18. Portail officiel du Centenaire de la Première Guerre mondiale, 1919 © D.R. (<http://centenaire.org/fr/espace-pedagogique/pistes-pedagogiques/piste-5-novembre-1918-la-fin-de-la-guerre-le-silence>) / « Un enterrement en 1915 », photographie, 1915 / « Journée patriotique. La Fleur de l'orphelin », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1919 / « Ypres, Belgium, 1919 », photographie, Library of Congress, 1919 (<http://www.loc.gov/pictures/item/2007663102/>) / RASSENFOSSÉ Armand, « Salon anti-boche », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1919 / « Le roi Albert et le prince Léopold passant en revue les anciens combattants belges et étrangers à l'occasion de la bataille de l'Yser », photographie, Gallica, 1932 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b9036832q/fi.item>) / « Enfants, ne jouez pas à la guerre », affiche, L'Histoire par l'image, 1831 © Bibliothèque de documentation internationale contemporaine/MHC / PALLIER, « Une vocation. Que veux-tu faire quand tu seras grande, Suzette ? – Moi, tourner des obus... », dessin extrait de la *Baïonette*, p. 632, Gallica, 15/11/1917 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6581575c/>) / VILLEMOT, « Et ton homme, qu'est-ce qu'il fait pendant ce temps-là ? Mon homme ? Il s'occupe de la maison. Il remaille mes bas de soie... », dessin extrait de la *Baïonette*, p. 639, Gallica, 4/10/1917 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6581569n/f15.image>) / « Femmes au labour », photographie, Lot-et-Garonnais et la Grande Guerre – l'arrière mobilisé – la guerre économique, s.d. (http://www.cg47.org/archives/Expositions/14-18/arriere_guerre.html) / « L'effort de la France », carte postale, s.d. (KLOCHENDLER Georges, LE NAOUR Jean-Yves, *Cartes postales de poilus*, Paris, Éditions First, 2008, p.84) / « Pauvre petit, papa se bat ; Et c'est pour lui que mon cœur bat », carte postale, s.d. (KLOCHENDLER Georges, LE NAOUR Jean-Yves, *Cartes postales de poilus*, Paris, Éditions First, 2008, p.95) / JACKSON Edward N., « Council of Four at the WWI Paris peace conference », photographie, Wikimedia Commons, 27/5/1919 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Big_four.jpg) / « Versailles, signature de la paix, la foule devant le château », photographie, Gallica, 1919 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b903222im/>) / « Traité de Versailles. Extrait d'une vue stéréoscopique. Journal *L'Illustration* », photographie, Wikimedia Commons, 1919 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Trait%C3%A9_de_Versailles.jpg) / ORPEN William «The Signing of Peace in the Hall of Mirrors, Versailles, 28th June 1919 », peinture, Imperial War Museum (Art.IWM ART 2856), 1919 (<http://www.iwm.org.uk/collections/item/object/20780/>) / « Fac-similé des trois pages de signature du traité de Versailles », Wikimedia Commons, 1919 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Signatures_du_trait%C3%A9_de_Versailles_28_juin_1919_-_page_215.jpg) / HEINE Thomas Theodor, « Traité de Versailles : Vous aussi, vous avez un droit à l'auto-détermination », dessin, Réunion des Musées nationaux-Grand Palais, 03/06/1919 (C) BPK, Berlin, Dist. RMN-Grand Palais/Dietmar Katz (<http://www.photo.rmn.fr/archive/06-531909-2C6NU0PM70IL.html>) / OPPENHEIM Louis, « Was wir verlieren sollen! Plakat zu den Beschlüssen der Friedenskonferenz von Versailles », Lithographie, Deutsches Historisches Museum, 1919 © DHM (<http://www.dhm.de/lemo/objekte/pict/88-1942/index.html>) / RAVEN-HILL Leonard, « The Gap in the Bridge », dessin extrait du *Punch Magazine*, p. 483, Internet Archive : Digital Library of Free Books, Movies, Music & Wayback, 10/12/1919 (<http://archive.org/stream/punchvol156a157lemouoft#page/n1047/mode/2up/>) / Carte de l'Europe, retravaillée à partir de HISTORICAIR, « Carte des alliances militaires en Europe en 1914 », Wikimedia Commons, 31/10/2006, licence CC BY-SA 3.0 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Map_Europe_alliances_1914-fr.svg) / « French enter Essen », photographie Library of Congress, [1924] (<http://www.loc.gov/pictures/item/ggb2006010876/>) / SCHILLING Erich, « Nom d'un chien, la bête a des piquants », dessin, L'Histoire par l'image, s.d. © BPK, Berlin, Dist RMN-Grand Palais © Droits réservés (<http://www.histoire-image.org/pleincadre/index.php?i=1145>) / « Madame la Guerre », annonce mortuaire, Musée de la Vie wallonne, 11/1918 / « Retraite allemande. La foule place du Théâtre, lors de la révolte des soldats allemands, novembre 1918 », photographie, Musée de la Vie wallonne, 11/1918 / « Retraite allemande place Saint-Lambert, novembre 1918 », photographie, Musée de la Vie wallonne, 11/1918 / « Retraite allemande place Saint-Lambert, novembre 1918 », photographie, Musée de la Vie wallonne, 11/1918 / « Retraite allemande, rue Saint-Laurent. Drapeaux belges arborés aux façades », photographie, Musée de la Vie wallonne, 11/1918 / « Arrivée d'une auto-mitrailleuse de l'armée belge, place Saint-Lambert », photographie, Musée de la Vie wallonne, 27/11/1918 / « Les souverains belges à Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, 3/12/1918 / « Maison saccagée à Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, 11/1918 / « Avis », Musée de la Vie wallonne, s.d. / Isi DELVIGNE, « La journée de 8 heures et la semaine de 48 heures », dessin, Centre d'histoire des sciences et des techniques, 1921 / « Grève générale des métallurgistes en 1925. Manifestation à Liège », photographie, Institut Liégeois d'Histoire Sociale, 1925 / « Ougrée-Marihaye. Arrière du laminoir avant et après démontage par les Allemands », photographie, Centre d'histoire des sciences et des techniques, s.d. / DERCLAYE M., « Les grands travaux exécutés à la division des hauts-fourneaux de la Société Anonyme d'Ougrée-Marihaye à Ougrée : 17 juillet 1923-26 janvier 1926 », photographie, Centre d'histoire des sciences et des techniques, 1927 / « Production comparée de la production de fonte et de houille en Belgique entre 1913 et 1924 », tableau retravaillé à par des *Annales des Mines de Belgique*, t. 28 (1927), Centre d'histoire des sciences et des techniques, 2014 / « Grand Hall Automobile de la FN Herstal après-guerre », photographie, Centre d'histoire des sciences et des techniques, s.d. / « Albert 1^{er} prononce le discours de Seraing. 110^e anniversaire des Établissements John Cockerill », photographie, Centre d'histoire des sciences et des

techniques, 01/10/1927 / « Visite de M. Poincaré à Liège, discours de M. Poincaré », photographie, Gallica, 24/07/1919 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b530182414>) / « M. Poincaré en Belgique : à Liège », photographie, Gallica, 24/07/1919 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b90324642>) / « M. Poincaré en Belgique : à Liège », photographie, Gallica, 24/07/1919 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b9032486n>) / « M. Poincaré en Belgique : à Liège », photographie, Gallica, 24/07/1919 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b90324694>) / « M. Poincaré en Belgique : à Liège », photographie, Gallica, 24/07/1919 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b9032463n>)